

Le gouvernement suédois s'apprêtait à vendre secrètement des armes à la dictature saoudienne

RÉSEAU VOLTAIRE | 31 MARS 2012

ESPAÑOL ENGLISH



Le Premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, a exigé la démission de son ministre de la Défense Sten Tolgfors (photo) après des semaines de controverse à propos d'un contrat d'armement passé en secret avec l'Arabie Saoudite.

Début mars, la radio nationale *Sveriges Radio* avait révélé –documents à l'appui– l'implication du ministre de la Défense dans un projet secret de construction d'une usine d'armement en Arabie saoudite, incluant la construction de 35 bâtiments destinés à la construction d'armes de pointes, notamment dans le domaine des torpilles et des missiles antichar.

L'opération, dont le nom de code était *Project Simoom*, impliquait l'*Agence Suédoise de Recherche pour la Défense* (*Totalförsvarets forskningsinstitut*, ou FOI), qui avait créé une société écran afin de masquer son rôle et celui du gouvernement.

La semaine dernière, la justice suédoise a ouvert une enquête préliminaire sur cette affaire, après que le directeur général de la FOI, Jan-Olof Lind, ait lui-même signalé au procureur une

« *suspicion de crime* ».

En effet selon la loi suédoise, toute exportation militaire est soumise au contrôle de l'*Agence indépendante pour la non prolifération et le contrôle des exportation* (ISP) qui n'avait bien sur pas été informée du projet.

La Suède a déjà vendu légalement des armes à Ryad, mais selon la radio nationale, les documents classés confidentiels obtenus prouvent que « *le Projet Simoom repousse les frontières de ce qui est faisable par les autorités suédoises* » car il s'agit d'« *une aide à un régime dictatorial* ».

L'Arabie saoudite est une entité juridique privée propriété de la famille el-Saoud. C'est une monarchie absolue où le roi cumule tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires et où il exerce lui-même les fonctions de chef d'État et de Premier ministre. Le Royaume ne dispose pas de budget public, mais est administré comme son domaine privé par le souverain qui n'a de compte à rendre à personne.

Bien que prônant officiellement une politique de non-alignement et « la non-participation aux alliances militaires », la Suède dispose d'un partenariat avec l'OTAN et coopère à des opérations « de paix et de sécurité ». Sous l'impulsion de Sten Tolgfors et du ministre des affaires étrangère atlantiste Carl Bildt, le royaume avait notamment participé à l'opération *Unified Protector* imposant la zone d'exclusion aérienne permettant l'attaque de la Libye.

En 2011, les principaux fournisseurs d'armement de l'Arabie saoudite étaient le Royaume-Uni (411 millions de dollars, selon le SIPRI), les États-Unis (384 millions de dollars) et la France (182 millions de dollars) ; trois États qui ferment les yeux sur la nature du régime politique de cet excellent client.

Source : « Le gouvernement suédois s'apprêtait à vendre secrètement des armes à la dictature saoudienne », *Réseau Voltaire*, 31 mars 2012, www.voltairenet.org/a173353